

[Français]

L'INDUSTRIE DU TEXTILE**LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT**

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Reconnaisant que l'industrie du textile au Canada, et particulièrement dans ma circonscription de Drummond, constitue une partie intégrante de l'économie et une source d'emplois très importante, j'aimerais citer quelques statistiques fort éloquentes. Il y avait dans ce secteur, en 1980, 80,706 emplois et en 1983 on en dénombre 75,900, ce qui représente donc une perte de 4,806 emplois . . .

[Traduction]

M. le Président: Durant la période des questions, on doit poser des questions et non pas énumérer des faits.

[Français]

M. Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, étant donné ces faits, le ministre peut-il nous dire s'il entend proposer la mise en place de quotas globaux et un accroissement contrôlé du volume des importations afin de créer un environnement plus propice aux investissements dans cette industrie, de façon à ce qu'elle puisse se structurer, s'adapter et rationaliser ses activités dans ce marché très concurrentiel?

● (1450)

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le Président, en réponse au député de Drummond, je puis lui donner l'assurance que la situation de l'industrie textile figure parmi les principales priorités de notre ministère. Il est certain que les dix points exposés par le premier ministre dans sa déclaration du 26 juillet dernier à Sherbrooke retiennent toute notre attention. Je ne puis que donner au député l'assurance que nous avons déjà rencontré les représentants de l'industrie textile pour mettre au point un plan à long terme pour cette industrie. Je pense que dans ce secteur, tous les intéressés en seront satisfaits et notamment les travailleurs.

* * *

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT**LES POURSUITES EN DOMMAGE SUITE À LA PANNE DU PONT DE VALLEYFIELD**

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Pourrait-il nous confirmer que des douzaines de poursuites littéralement ont été signifiées à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, et qu'elles réclament en tout des millions de dollars à l'Administration pour négligence et mauvais entretien à l'occasion de l'effondrement du pont de Valleyfield? Et pendant qu'il a la parole, voudrait-il nous dire quels pourparlers ont eu lieu, s'il en est, avec la société Stelco à Hamilton, pour garantir son approvisionnement en minerai de fer d'autres provenances, étant donné que sept chargements de minerai sont paralysés sur le réseau de la Voie maritime à un

Questions orales

moment critique pour Stelco? Qu'est-ce qu'on fait pour empêcher de nouvelles mises à pied?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je sais que les armateurs ont l'intention d'intenter des poursuites. Des avocats ont été nommés. Nous agirons de la façon qui s'impose.

En ce qui concerne l'autre partie de la question, comme je le disais hier les services de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et mon ministère font tout ce qu'il est possible de faire pour rétablir la navigation. Le mieux que nous puissions faire en ce moment, c'est d'essayer de remettre le pont en service, et c'est ce que nous faisons. Certaines autres affirmations du député sont un peu conjecturales. Nous allons nous efforcer de remettre le pont en service le plus rapidement possible.

* * *

[Français]

LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE**L'INDUSTRIE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, j'ai une question qui ne provient pas de ce journal de Toronto qui a été cité maintes fois aujourd'hui.

Ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Siddon). Le ministre sait que l'industrie de l'énergie solaire composée de petites compagnies de propriété canadienne est dans un état de crise, grâce aux compressions budgétaires de son gouvernement.

Dans les prochains jours, plusieurs de ces compagnies doivent décider soit de faire des mises à pied, soit tout simplement de mettre la clef dans la porte.

Monsieur le Président, ma question est la suivante, elle est très simple: Qu'est-ce que le ministre entend faire?

[Traduction]

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, comme on l'a déjà signalé à la Chambre en d'autres occasions, le fait qu'on ait mis fin au programme spécial destiné à promouvoir l'exploitation de sources d'énergie de remplacement n'empêche absolument pas le secteur de l'énergie solaire ou de toute autre forme d'énergie de présenter au gouvernement fédéral des demandes raisonnables d'aide dans le cadre de bon nombre d'autres programmes.

M. Berger: Le ministre sait que cela n'est absolument pas pratique pour beaucoup de sociétés dont des contrats approuvés ont été bloqués par le gouvernement.

ON DEMANDE UN MÉCANISME DE TRANSITION

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, le ministre va-t-il prévoir un quelconque mécanisme de transition, une clause des droits acquis par exemple, afin que l'industrie énergétique ne se trouve pas prise au dépourvu comme l'a été l'industrie aéronautique lorsqu'un gouvernement conservateur antérieur avait décidé de fermer l'usine d'Avro Arrow?